

### III. Notre projet et le chemin du socialisme pour la France

L'impasse de la gauche, l'affaiblissement du parti communiste, sont aussi la traduction de l'impossibilité de penser une autre société que le capitalisme, tant la bataille de diabolisation du socialisme du 20<sup>ème</sup> siècle a fait reculer l'idée d'un vrai changement de société. Les pays de l'Est étaient le mal absolu, la Chine est une puissance dangereuse, les expériences latino-américaines des échecs. Le parti communiste lui-même, laisse dans le flou, des caractéristiques essentielles d'une société se libérant du capitalisme : la propriété publique, le pouvoir des travailleurs, la maîtrise de la monnaie. Il refuse jusqu'à aujourd'hui de nommer clairement son projet de société comme "socialiste", se faisant déborder sur sa gauche par un candidat... démocrate US !

Pourtant, les luttes sociales, et notamment les grandes luttes de défense des sites industriels (Conti, Goodyear, Aulnay, Fralib...), toutes interrogent la propriété des moyens de production. Il n'y a plus de marge de manœuvre dans le capitalisme, plus de compromis possible avec la grande bourgeoisie, tant son intérêt vital pour maintenir ses revenus et son mode de vie, est d'obtenir une réduction massive des salaires et des droits. La conséquence est qu'une solidarité réelle assurant des droits à tous nécessite une véritable révolution, oblige à s'inscrire dans la construction d'une autre société, dans le renversement du rapport de forces entre capital et travail. L'incroyable socialisation des forces productives appelle plus que jamais une socialisation massive de la propriété. Il y a nécessité historique que le monde du travail prenne toute sa place dans la direction des affaires du pays, pour la maîtrise de ses moyens de production et d'échanges, de ses conditions de travail et de vie.

La bourgeoisie, avec ses rentiers, spéculateurs, affairistes spécialistes de la subvention publique, est inapte pour diriger la société dans le sens de l'intérêt général. Ce sont les travailleurs qui doivent se considérer comme les véritables dirigeants, ceux qui peuvent décider quel travail est utile, sous quelle condition, pour quelle production, pour quel besoin social.

Oui, nous devons être porteurs d'un projet de socialisme du 21<sup>ème</sup> siècle, réduisant, par de larges nationalisations des grands moyens de production et d'échange, le pouvoir de la bourgeoisie, recherchant des coopérations internationales libérées de la domination des règles des marchés, rompant radicalement avec les règles de la concurrence et de la spécialisation, pour imposer la planification en réponse aux besoins, le pouvoir des travailleurs dans une république sociale.

Nous nommons donc sans complexe notre projet de société comme une société socialiste. Nous défendons clairement et simplement l'idée d'un plan conduit par un État démocratisé de haut en bas, possédant les moyens de le mettre en œuvre, avec des services publics élargis facteur d'égalité, des cadres réglementaires et fiscaux plus contraignants pour tourner l'effort des entreprises vers les objectifs de la société, s'appuyant sur la mobilisation du mouvement populaire pour une nouvelle démocratie, de la cité à l'entreprise.

Ce projet doit porter la libération humaine de toutes les aliénations, dans la soumission au travail, dans l'intensité du travail, dans la consommation publicitaire, dans la guerre de tous contre tous. Il doit porter une réduction massive du temps de travail et un développement sans précédent de la formation, de la culture comme lieu essentiel de socialisation, de partage entre les hommes, de construction des conditions d'une démocratie réelle, d'une citoyenneté populaire.

Le socialisme que nous voulons répondra à la critique de Marx du capitalisme qui « *épuise la Terre et le Travail* ». Il assurera la gestion des ressources naturelles pour les besoins de l'humanité d'aujourd'hui et de demain, fera de la biodiversité, de la qualité de l'air et de l'eau, de l'efficacité énergétique, de la préservation des sols, de la réduction des pollutions, des critères essentiels de la planification et des choix économiques. Mais l'éco-socialisme est une formule souvent utilisée pour refuser d'affronter le véritable défi d'un socialisme du 21<sup>ème</sup> siècle, celui d'un développement

continu et rapide des forces productives, appuyé sur la robotique, la biologie, le numérique, sans compter de nouvelles révolutions énergétiques (4<sup>ème</sup> génération du nucléaire, fusion, algo-carburants...). Si les circuits courts et l'économie circulaire peuvent jouer un rôle important dans un développement équilibré, ils ne peuvent apporter seuls des réponses à la hauteur des besoins sociaux. La mondialisation en cours de la distribution (Amazon, Alibaba...) nous montre au contraire la nécessité d'outils mondialisés de planification et de coopération.

Ce projet doit porter enfin l'exigence de paix, de rupture avec les institutions de la mondialisation capitaliste, la participation de la France à de nouvelles institutions d'un monde multipolaire ouvert aux pays du Sud, la sortie de l'OTAN et l'engagement dans le désarmement.

## Un programme de rupture avec le capital

La bataille communiste d'ici 2017 doit faire grandir des revendications politiques fortes qui soient à la fois des outils pour le mouvement social, des revendications que les travailleurs peuvent porter dans leurs luttes, et qui soient des repères d'un programme politique de rupture, capable de porter l'exigence de rapidité dans la transformation sociale, et la capacité à porter à long terme le changement de société.

L'urgence est de se doter d'un programme ambitieux pour la défense de l'emploi et des salaires. Cette bataille pour l'emploi et les salaires doit être un point essentiel du combat des communistes, car elle concentre l'essentiel des luttes sociales actuelles.

Ce programme doit poser en même temps la question du pouvoir. Quel gouvernement mettrait en œuvre ces revendications, avec quel rapport de forces, quel « Front Populaire », libéré du carcan de l'UE et appuyé par le mouvement des salariés, des classes populaires et des jeunes et où le Parti Communiste jouerait bien évidemment un rôle central.

Dans la période actuelle nous proposons un programme de revendications économiques immédiates pour faire reculer la misère et la souffrance populaire et instaurer plus de justice, mais aussi aller vers le socialisme :

- Nationalisation/socialisation des secteurs bancaires, financiers et assurances, des secteurs de la production vitaux pour le pays et de la grande distribution.
- Renationalisation immédiate d'EDF-GDF, de la SNCF (avec réunification), de la Poste, de France Telecom et d'Air France.
- Plan de développement des services publics, en priorité école, santé, transports et poste, avec les embauches statutaires nécessaires.
- Remise en cause fondamentale de la dette publique.
- Interdiction des licenciements et des délocalisations et appropriation par les salariés avec le concours de la force publique, des entreprises désertées ou bradées par leurs actionnaires.
- Réduction massive du temps de travail sans perte de salaires, semaine de 28h sur 4 jours augmentée de 4h de formation hebdomadaire pour tous.
- Rétablissement d'une indexation des salaires sur l'inflation, blocage des prix des produits de première nécessité.
- Création d'un grand service public de la formation continue permettant de proposer à tous les salariés des démarches de qualification, au service de l'innovation et la qualité au travail.

- Augmentation significatives des salaires, des pensions et minima sociaux.
- Rétablissement de la retraite à 60 ans à taux plein et départ dès 55 ans pour la pénibilité.
- Blocage des prix des produits de première nécessité.
- Construction de logements sociaux à hauteur des besoins, blocage des loyers et interdiction des saisies et expulsions pour les familles en difficulté.
- Non-application des directives et traités européens.
- Sortie de l'OTAN et de l'alliance atlantique, refus de toute intervention militaire de la France dans un pays souverain.

### Un seul chemin, un rassemblement populaire conscient et organisé pour l'unité du peuple !

Pour tourner la page de la longue construction d'une union de la gauche au profit du parti socialiste, puis de son lent enfermement dans l'impasse actuelle, il faut proposer de nouvelles formes de rassemblement, un rassemblement populaire dont la fonction première n'est pas électorale, mais d'abord d'éducation populaire pour un peuple uni, conscient et organisé.

La principale leçon de l'histoire de l'union de la gauche est la sous-estimation du piège des institutions, des logiques électorales et médiatiques. Waldeck Rochet dès 1965 décidant du soutien à François Mitterrand, ou Georges Marchais en 1972 invitant les communistes à valider le programme commun, avaient tous deux mis l'accent sur le rôle irremplaçable du mouvement populaire pour imposer à François Mitterrand et au PS le respect des engagements pris ! L'expérience a tranché. Malgré les alertes, les communistes se sont peu à peu retrouvés en arrière-plan, critiques, mais suiveurs des dérives socialistes.

Pourtant, nous pensons que la rupture dans une société capitaliste est impossible sans un mouvement populaire capable de gérer dans la durée les tensions, les contradictions, les freins qui ne manquent pas de surgir dans tout processus de transformation politique. Les difficultés de plusieurs pays d'Amérique latine engagés dans une voie socialiste sont révélatrices.

Nous ne croyons donc pas qu'une alternative à l'union de la gauche existerait dans une action groupusculaire, encore moins militaire. Nous devons donc construire pas à pas un « Front Populaire » moderne, outil d'éducation populaire pour que des millions de citoyens soient capables de s'informer sans dépendre des médias dominants, de s'unir malgré les contradictions locales ou corporatistes, de s'approprier les enjeux environnementaux, économiques, culturels, de la transformation socialiste.

Le lien est essentiel entre un parti communiste de combat organisé et populaire et un « Front Populaire » renouvelé faisant vivre de bas en haut une démocratie citoyenne dans une république sociale. Le parti sans rassemblement est impuissant, le rassemblement sans parti est inconscient.